

Les paradoxes de la dédiabolisation

La fragmentation du Front national au prisme des rapports de genre et de classe des militants

Raphaël Challier

Si elle relève d'abord d'une stratégie de communication, la dédiabolisation du Front national a néanmoins des effets performatifs, en incitant de nouveaux groupes à s'y engager. À partir d'une enquête sur la section FN d'un bourg rural, cet article interroge la diversité sociale des nouveaux militants au regard de leurs appartenances de classe et de genre, et les oppositions qui en découlent dans leur manière de s'approprier l'organisation et sa stratégie.

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national, en 2011, a contribué à diffuser l'idée d'une dédiabolisation de ce parti. Les travaux sur les élites du FN tempèrent cette image d'un « nouveau FN », en rappelant que la dédiabolisation est d'abord une stratégie d'affichage (Crépon, Dézé et Mayer 2015) et que d'autres tentatives de banaliser le FN ont eu lieu par le passé (Igounet 2014) sans que ces infléchissements ne modifient son socle idéologique (Alduy et Wahnich 2015). Néanmoins, cette rhétorique produit des effets sur le recrutement du parti, l'image d'un « nouveau FN » attirant des soutiens qui, auparavant, n'auraient pas franchi le pas de l'engagement. Conquérant de nouveaux publics, une telle stratégie suscite, cependant, des tensions au sein de l'organisation, en accroissant l'hétérogénéité sociale de sa base et en bouleversant l'économie des rétributions associée aux formes plus anciennes de militantisme dans le parti (Gaxie 1977). Il s'agit dans cet article d'analyser, à partir d'une enquête réalisée auprès d'une section FN d'un bourg de l'est de la France, cette fragmentation interne en interrogeant conjointement l'effet des appartenances de classe et de genre des militants sur leurs logiques d'engagement, sur leur rapport à la dédiabolisation, et sur les rapports sociaux conflictuels qui en découlent au sein de l'organisation.

Militer au FN dans un bourg rural

Grandmenil¹ est un bourg rural de Lorraine d'environ 6 000 habitants. Dans cette ville populaire marquée par la désindustrialisation, les cadres et professions intermédiaires sont sous-représentés, au contraire des ouvriers², qui travaillent surtout dans le transport et l'industrie du bois. Aux élections présidentielles, le FN obtient des scores élevés par rapport aux moyennes nationales³ mais pendant longtemps, Grandmenil ne compte qu'une poignée de militants, du FN ou d'autres partis. L'interconnaissance pousse à éviter les étiquettes politiques, perçues comme clivantes (Retière 2003). Néanmoins, lors des élections municipales de 2014, la constitution d'une liste FN, opposée aux deux autres listes « sans étiquettes » qui se disputent l'élection, marque l'acte de naissance d'un

¹ Le nom des lieux et des individus ont été anonymisés.

² En 2012, d'après les données du recensement, la population de la ville comptait ainsi 20,1 % d'ouvriers, 2,2 % de cadres et 8,1 % professions intermédiaires (contre respectivement 13,1 %, 9 % et 14,1 % en France métropolitaine).

³ 9 points de plus pour Marine Le Pen 2012, 8,5 de plus pour Jean-Marie Le Pen en 2007.

véritable écosystème FN à Grandmenil, qui agrège localement une vingtaine d'adhérents et autant de sympathisants. Le FN obtient à l'issue du scrutin deux conseillers municipaux.

La plupart des militants locaux s'engagent donc après l'arrivée de Marine Le Pen (MLP) à la tête du FN en 2011. Peu impliqués dans la vie nationale du FN, la plupart refusent de se prononcer sur le conflit entre MLP et son père : « à [leur] niveau, [ils] n'y [peuvent] pas grand-chose ». À part un noyau de cinq personnes, ils ne militent qu'au moment des élections. Il s'agit aussi d'un FN populaire, dans un parti qui ailleurs mobilise des classes plus aisées (Bizeul 2003) : si ses cadres locaux appartiennent aux classes moyennes (cadres, agents de maîtrise), la majorité des militants sont ouvriers ou sans-emploi. Le groupe local est enfin fortement féminisé, alors que le FN a longtemps été un parti très masculin (Crépon, Dézé et Mayer 2015).

Des cadres locales désenchantées

Un premier groupe de femmes occupe des responsabilités locales. Magalie N. (43 ans) est conseillère municipale, Pauline B. (25 ans) responsable FNJ⁴. Cet engagement actif prolonge leurs trajectoires professionnelles : au travail, elles occupent des fonctions de direction ou proches de l'encadrement, puisque Magalie N. est directrice de magasin et Pauline B. secrétaire de direction. En entretien, elles mettent en avant leur professionnalisme dans ces activités, qu'elles doivent conjuguer avec leur statut de mères de famille. Elles s'affirment « de droite », valorisent le « mérite » et s'engagent explicitement pour prendre des responsabilités, être élues, côtoyer les leaders, le statut d'*outsider* du FN rendant aussi plus aisé l'accès à des postes électifs ou partisans. En ce sens, leur engagement répond au projet mariniste de « prendre le pouvoir », contrairement à « Jean-Marie, qui ne le voulait pas vraiment ».

Ces femmes adhèrent au modèle de féminité des classes aisées (Skeggs 2015) mais les rapports sociaux de genre et de classe au sein du parti contredisent leurs aspirations et rendent leur militantisme peu soutenable sur la durée. Le cumul des contraintes professionnelles, familiales – par la double journée (Fillieule et Roux 2009) – et politiques, dans un parti qui use et (selon elles) abuse du dévouement de ses militants, la nécessité redoublée de « faire leurs preuves » au travail comme au FN rendent coûteux ce militantisme⁵. Progressivement, ces militantes connaissent un désenchantement de leur engagement et quittent le FN, affirmant que « c'est un parti comme les autres » et que « la politique, on ne [les] y prendra plus ». Exclues du cercle des élites du FN, elles vivent d'autant plus mal cette déconsidération qu'elle les renvoie « en bas » de la hiérarchie locale et militante. Surtout, leur désengagement du parti découle de la distance sociale et des relations conflictuelles qu'elles entretiennent avec les deux autres groupes de militants locaux, aux propriétés sociales différentes, et qui développent d'autres formes d'appropriation du FN.

Des mères aux foyers en quête de respect

Ainsi, à Grandmenil, le recrutement très populaire⁶ du FN joue contre lui lors des élections municipales. Si des militantes comme Pauline B. et Magalie N. sont vues comme « respectables », certains soutiens du FN sont localement perçus comme des « assistés ». Les mères aux foyers vivant d'aides sociales, nombreuses sur la liste FN (au moins sept des 29 membres de la liste FN), sont, par exemple, accusées avec leurs conjoints intérimaires ou sans-emploi de « faire des enfants pour les allocations ». Dès lors, pour ces femmes, l'engagement FN est vécu comme une manière

⁴ FNJ : Front national de la jeunesse.

⁵ Sentiment de dépossession du temps par le militantisme qui se reflète dans des phrases comme « je n'ai pas vu ma fille pendant toute la campagne [électorale] » (Pauline B.) ou « je ne peux pas dire à mon patron que je vais passer l'après-midi à la mairie ! » (Magalie N.).

⁶ 66 % de candidats FN sont ouvriers, employés, sans-emploi ou intérimaires, contre 14 % (liste sortante) et 31 % (liste d'opposition).

d'acquérir une respectabilité dans l'espace local (Retière 2003) : être candidate, être invitée chez des « gens biens », rencontrer des « personnalités » FN sont autant de marques de reconnaissance. Le discours familialiste du FN leur permet aussi de légitimer leur statut de mères de familles nombreuses, jeunes, non salariées. Elles affirment « [qu']être mère, c'est du travail » et défendent la peine de mort pour « ceux qui font du mal aux enfants », ce qui leur permet aussi de contester l'image de mauvaises mères qui leur est attribuée. Si, pour les femmes des classes moyennes, le projet du FN est d'en finir avec « l'assistantat », pour les mères aux foyers, au contraire, le FN « comprend les gens modestes » et défend l'État social, mais réservé aux « Français ».

Sur la durée, par contraste avec les femmes de classes moyennes, elles maintiennent un rapport plus enchanté mais plus lointain au FN, où elles sont assignées à une position de supportrices. Leur engagement est marqué par des rapports sociaux que reflète la division du travail militant (Fillieule et Roux 2009) : en 2014, elles sont candidates non éligibles, leurs conjoints craignant de se disqualifier auprès des employeurs. Mais la division du travail est aussi sociale : ces femmes militent au FN, mais n'y adhèrent pas car « c'est trop cher » et elles ne voient pas ce que « ça apporterait de plus ». Peu conscientes des clivages internes, elles n'envisagent pas d'influer sur l'orientation du FN. Sans surprise, au vu de la distance sociale qui les sépare de Pauline B. et de Magalie N., les mères au foyer n'ont aucune relation personnelle avec ces dernières en dehors du parti.

Des ouvriers attachés à l'image protestataire

L'appropriation du FN par les femmes des classes moyennes se distingue aussi de celle des hommes des classes populaires, qui effectuent surtout un militantisme de proximité (tractage, collage). Ouvriers, auto-entrepreneurs, agents de sécurité, ils évoluent dans l'univers du privé et des petites entreprises et ont connu la précarité. Ils développent une « conscience triangulaire »⁷ (Schwartz 2009), en dénonçant les patrons et les politiciens, mais aussi certains membres des classes populaires comme les « assistés » ou les syndicalistes. Plus que les femmes, ces hommes expriment une résistance diffuse à la dédramatisation. Celle-ci passe par l'évocation du « bon vieux temps » (que la plupart n'ont pas connu) où le FN se battait contre les « gauchistes », le port de vêtements de marques « *skinheads* » par de jeunes ouvriers, et des discours plus xénophobes. Ces formes de redramatisation par le bas montrent combien l'aura sulfureuse du FN constitue une rétribution militante sexuée (Gaxie 1977), en offrant un surcroît de virilité transgressive et distinctive que les membres masculins et populaires du FN sont rétifs à abandonner et qui s'apparente à une masculinité protestataire (Connell 2014). Ces hommes n'ont pourtant pas de liens directs avec les opposants internes de MLP et disent approuver sa stratégie⁸. À travers leurs attitudes, ils affirment plutôt ne pas vouloir que « le FN devienne un parti comme les autres » et revendiquent sa dimension « anti-système », sur fond d'opposition aux élites, ce qui contredit les aspirations des classes moyennes, notamment quand ce sont des femmes⁹, à faire du FN un parti « respectable ».

Ainsi, lors des régionales de 2015, des tensions éclatent au sein du bureau départemental FN entre Pascal A. (un ouvrier âgé de 53 ans, habitant de Grandmenil) et Pauline B. Lors d'un débat public, Pascal A. est confronté à un élu sortant (LR), professionnel de la politique locale. Tout au long du débat, ce dernier ironise sur le manque de compétence gestionnaire de Pascal A. Ce dernier

⁷ À travers cette notion, Olivier Schwartz désigne la tendance de certains membres du pôle stable des classes populaires à dénigrer à la fois « ceux d'en haut » (les élites) et « ceux d'en bas » (les fractions précarisées).

⁸ Par exemple, ils ne participent pas à « La Manif pour tous », alors qu'au sein du FN l'homophobie militante est devenue un marqueur des opposants à MLP (Crépon, Dézé et Mayer 2015).

⁹ Nous n'aborderons pas ici le cas des hommes des classes moyennes, en raison des difficultés d'accès à ce groupe au cours de notre enquête. Notons, néanmoins, que si ces derniers semblent partager avec les femmes des classes moyennes le souci de « respectabilité », certains expriment des formes explicites de radicalisme semblables à celles des hommes des classes populaires.

parle peu, répond parfois à côté et centre son argumentaire sur la dénonciation des privilèges des « politiciens ». La performance de Pascal A. est perçue très négativement par les militants frontistes de classes moyennes, notamment Pauline B. Lors d'une réunion de bureau, elle accuse Pascal A. d'avoir « saboté la campagne ». Rappelée à l'ordre par un responsable départemental pour son ton trop virulent envers un militant au dévouement reconnu, Pauline B. démissionne. En fin de compte, ce qui dérange les classes moyennes du FN, hommes ou femmes, ce n'est donc pas tant la radicalité des hommes des classes populaires que la réticence de ces derniers à *mettre en scène* la modération, leur incapacité à distinguer le « dicible » de « l'indicible » (Pudal 1994), la forme plus que le fond.

Le FN de Grandmenil incarne donc une base populaire, féminisée, néo-militante, distincte d'autres logiques d'implantation locale du FN (Bizeul 2003). Pourtant, sa composition sociale révèle la diversité des logiques d'engagement en son sein, allant du militantisme sans adhésion à des tentatives ratées d'ascension dans le parti. La fragmentation observée localement laisse ainsi percevoir des contradictions plus générales au sein de l'organisation : entre des précaires attirés par l'image « anti-système » et « sociale » du FN et des classes moyennes « respectables » hostiles à « l'assistantat » ; entre des femmes des classes moyennes qui adhèrent à une certaine modernité sexuelle et des adhérents populaires (hommes ou femmes) aux identités de genre plus traditionnelles ; ou encore entre cadres et simples militants. Les écarts de genre et de classe favorisent ainsi des rapports différents à la stratégie de dédramatisation, dont notre enquête montre que les tensions qu'elle suscite au sein du parti ne sont pas uniquement de nature idéologique, mais également sociale. Réinscrire ces contradictions dans les rapports sociaux qui les sous-tendent permet ainsi de nuancer d'une double manière l'opposition entre un « vieux FN radical » et un « nouveau FN modéré » – en montrant que la capacité à incarner la dédramatisation varie selon les appartenances de genre et de classe des frontistes, et en permettant de mieux comprendre pourquoi certains subalternes rejoignent un parti qui défend, *a priori*, le caractère « naturel » des hiérarchies sociales.

Bibliographie

- Alduy, C. et Wahnich, S. 2015. *Marine Le Pen prise aux mots, décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris : Seuil.
- Bizeul, D. 2003. *Avec ceux du FN : un sociologue au front national*, Paris : La Découverte.
- Connell, R. 2014. *Masculinités, enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris : Éditions Amsterdam.
- Crépon, S., Dézé, A. et Mayer, N. (dir.). 2015. *Les Faux-Semblants du Front national : sociologie d'un parti politique*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Fillieule O. et Roux, P. (dir.). 2009. *Le Sexe du militantisme*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Gaxie, D. 1977. « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, p. 123-154.
- Igounet, V. 2014. *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Paris : Seuil.
- Pudal, B. 1994. « Les identités totales : quelques remarques à propos du Front national », in J. Chevallier (dir.), *L'Identité politique*, Paris : Presses universitaires de France, p. 197-205.
- Retière, J. N. 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, p. 121-143.
- Schwartz, O. 2009. « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées* [en ligne], 22 septembre. Consulté le 9 avril 2017, URL : www.laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une.html.
- Skeggs, B. 2015 [1998]. *Des femmes respectables. Classes et genre en milieu populaire*, Marseille : Agone.

Raphaël Challier est doctorant en sociologie à l'université Paris-8 et membre du laboratoire Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris, équipe Genre, travail, mobilités (CRESPPA-GTM). Ses recherches portent sur les recompositions des classes populaires contemporaines, le rapport populaire à la politique, les rapports de classe au sein des groupes militants et leur articulation avec d'autres rapports sociaux (ethnicité, genre, handicap). Depuis 2012, dans le cadre de sa thèse, il mène une ethnographie comparative portant sur des dynamiques de mobilisations politiques (Front national, Jeunes communistes et ex-Union pour un mouvement populaire) dans trois territoires. Parallèlement, dans le cadre de l'enquête collective Analyses localisées comparatives du vote (ALCoV), il étudie les trajectoires d'adhérents socialistes.

Pour citer cet article :

Raphaël Challier, « Les paradoxes de la dédiabolisation du FN. La fragmentation du Front national au prisme des rapports de genre et de classe des militants », *Métropolitiques*, 10 avril 2017.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-paradoxes-de-la.html>.